



# Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Rapport ERM EH 5095, Du 29/01 au 05/02/2024



**Zone de Santé de Kibirizi, Villages de KYAGHALA, MIRANGI, LUSOGHA-BUBISHI, LUSOGHA BUGHERI, IYOBORA, BIRUNDULE, BULINDI, BUTALONGOLA, KILAMBO, BURANGIZA et BITONGI dans les Aires de santé de Kyaghala, Birundule, Bulindi, Kilambo et CEPROMI**

## Contexte

### Description de la crise

Depuis le 26 novembre 2023 jusqu'à ce jour, à la suite des affrontements entre les éléments du M23 et la coalition des FARDC et ses alliés patriotes résistants dans la chefferie de Bwito en Territoire de Rutshuru et dans la chefferie de Bashali en Territoire de Masisi sont en cours, environ 7897 ménages déplacés ont été accueillis dans le groupement de Mutanda et de Kanyabayonga dans la partie évaluée de la Zone de santé de Kibirizi. Selon les différentes sources officielles de la zone de santé de Kibirizi, confirmées par des sources humanitaires présentes dans la zone, le Village de Kyaghala sis dans la Localité de katwe a déjà accueilli environ 1211 ménages déplacés, Birundule : 713 ménages, Bitongi/CEPROMI : 2161 ménages, Kilambo : 533 ménages, Mirangi : 513 ménages, Lusogha-Bubishi : 811 ménages, Lusogha- Bugheri : 356 ménages, Butalongola : 256 ménages, Burangiza : 253 ménages, Iyobora : 213 ménages et Bulindi : 877 ménages. Ces déplacés sont venus des plusieurs Groupements (notamment Tongo, Bambo, Bukombo, Kihondo et Mutanda dans la Chefferie de Bwito en Territoire de Rutshuru et dans le groupement de Bashali Mokoto, chefferie de Bashali en Territoire de Masisi).

La situation humanitaire de ces personnes devient de plus en plus préoccupante à cause des déplacements multiples pour certaines et de longue durée pour celles qui avaient fui depuis novembre 2022 dans le Bwito. Notons que 99% de ces déplacés sont logés dans les familles d'accueils, le reste dans deux écoles de Kanyabayonga dont 5 ménages à l'EP Burundule/ Catholique et 25 ménages à l'EP Kabasha.

Le 100% des ménages enquêtés ont manifesté l'intention de rentrer dans les villages de provenance une fois la situation sécuritaire est rétablie. L'intention de retour est conditionnée par le retrait des éléments du M23 dans leurs villages. Plus de 85% des ménages interrogés affirment qu'ils ont subi plusieurs cas de violation des droits humains pendant les combats, lors du déplacement et dans leurs vies quotidiennes dans les zones d'accueils.

Environ 5 cas d'enrôlement forcé des jeunes, quelques cas d'enlèvement, coups et blessures, paiement des taxes (appui à la sécurité) aux Wazalendo pour effort de guerre, tueries des civils par balle, une fréquence de cas de violence sexuelle et utilisation des enfants dans les groupes armés ont été signalés. Les victimes de tous ces abus ont confirmé que les auteurs sont des acteurs armés présents dans les zones des combats et dans les villages de déplacement ou d'accueils.



Source des résultats : EM IC RDS/GDC

<b>Code de l'alerte</b>	5095	5095
<b>Autres codes d'alerte</b>		

<b>Date de début de crise</b>	26/11/2023	04/01/2024
<b>Date de fin de crise</b>	#NOMBRE!	En cours
<b>Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée</b>	12200	3146
Taille moyenne ménages	6,9	-

<b>Accès physique</b>	<b>Source : équipe d'évaluation</b>		
	Moto	Voiture	Camion
<b>Accès sécuritaire</b>	Non		
Présence de la MONUSCO			
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Taxes illégales, Viol et Agression physique, recrutement forcé		
<b>Couverture tél.</b>	10%	Orange	

**EM:** Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés  
**RDS:** Revue de données secondaires  
**GDC:** Groupe de discussion communautaire  
**OL:** Observations libres

## Conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires causées par les différents affrontements sont les mouvements des populations en continu, les violations des droits humains notamment le viol, vol, tuerie de civiles, les violences sexuelles, les séparations des familles, le recrutement forcé des jeunes, le non accès à la terre pour les PDI, la perte des moyens d'existence. Dans les localités de déplacement, les déplacés vivent dans les conditions précaires, les soins médicaux sont payant, les cas de la malnutrition sont signalé. Les conditions hygiéniques ne sont pas réunies, les enfants déplacés en âge scolaire ne sont pas intégrés dans les écoles, les jeunes sont enrôlés de gré et de forcé dans les mouvements armés. Dans les zones de déplacement, les déplacés ne font qu'accroître la pression presque sur tous les services (Hôpitaux, écoles, marchés, familles d'accueil, latrines, robinets, etc). Cette pression risque de créer un conflit entre les communautés hôtes et les déplacés cas de Birundule où on signale les multiples ruptures des médicaments. Dans certaines familles d'accueils dans les zones évaluées, il s'observe une timide méfiance envers les déplacés, cette méfiance va se solder par le rejet de certains déplacés qui sont pris en charge par les familles d'accueils.

### Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	17%	15%
6-17 ans	18%	18%
7 mois-5 ans	11%	11%
0-6 mois	4%	4%
Total	52%	48%

### Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	84%
Nutrition	1%
Abris	1%
Articles ménagers essentiels (AME)	5%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	5%
Education	1%
Nourriture	6%
Moyens de subsistance	1%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	7%
Autre	0%

## Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	9900				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	3%	15%	-	80%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	18%	-	83%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISS / rCSI)	7%	20%	-	-	49%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	67%	-	-	-	33%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	36%	58%	2%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	80%	-
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	26%	51%	20%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	22%	16%	25%	0%	22%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	3%	-	18%	-	79%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	25%	51%	8%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	-	-	44%	-	-
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	-	-	Paludisme	-	-
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	87%	-	-	-	12%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	14%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	91%	-	-	-	5%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	62%	-	38%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	-	-	46%	-	-

## Perspective d'évolution de la crise

L'évolution du contexte ne fait que se détériorer du jour au jour. Les affrontements ont tendance de rapprocher des zones de déplacement et la violence ne fait que s'accroître. Les parties en conflit ont abandonné la voie de négociation afin de résoudre pacifiquement les conflits et les belligérants ne font que durcir la crise et ne trouvent aucun espoir de la restauration de la paix dans un proche avenir. Actuellement et depuis le retrait de l'EAC dans la zone, les affrontements s'accroissent et le nombre des déplacés continue d'augmenter. Selon les informations recueillies dans la zone évaluée, la tendance du M23 est d'élargir sa zone d'influence pour pouvoir négocier avec le gouvernement dans une position de force et imposer son cahier des charges.

## Besoins prioritaires

### Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	88%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	11%
Vouchers / foires	44%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	69%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	11%
Autre	0%

### Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup>

	(Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup> Fréquence max. possible: 67
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	59
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	10
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	3
Abris	2
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	34
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	6
Santé	47
Education	15
Protection (y compris la sécurité)	8
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	17
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

## Informations sur l'enquête

### Méthodologie

La taille de l'échantillon de l'enquête a été de 122 ménages sur une population estimée 12200 ménages. La sélection de 122 ménages à enquêter a été faite aléatoirement dont 33 ménages dans le village de Birundule, 46 ménages dans le village de Bitongi, 13 ménages dans le village de Bulindi, 4 ménages dans le village de Butalongola, 6 ménages dans le village de Byanderema/Bitongi et 17 ménages dans les villages de Kyaghala et 3 ménages dans le Village de Mirangi. Les résultats de cette enquête sont issus d'un échantillon de 122 ménages sur une population estimée à 12200 ménages déplacés et résidents pour un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 10%. Les questionnaires IC et EM ont été encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes dont 26 IC ont été enquêtés. Cette collecte a été faite par les enquêteurs des organisations **FEMISA, GHOVODI, CPRJ et CEDERU**. 15 Groupe de discussion communautaire (GDC) ont été faits dans les villages de l'axe évalué dont 7 GDC avec les femmes déplacées et résidentes et 7 GDC pour les hommes déplacés et résidents enfin 1 GDC mixte à Bulindi. Il faut également noter que l'observation libre des infrastructures a été également utilisée comme méthodologie de cette évaluation.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Aucune	Indicatifs
EM (OL)	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	29/01/2024	30/01/2024	
Date de fin de l'enquête	01/02/2024	02/02/2024	
Organisation	FEMISA	GHOVODI	CPRJ et CEDERU
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
BIRUNDULE	3300	33		
Bitongi	4600	46		
Bulindi	1300	13		
Butalongola	400	4		
Byanderema	600	6		
KATWE/KYAGHALA	1700	17		
MIRANGI	300	3		
<b>Total</b>	-	<b>12200</b>	<b>122</b>	<b>0</b>

## Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
<b>% estimé de ménages par statut</b>			
■ Déplacés	81%	17%	
■ Retournés	7%	13%	
■ Communauté hôte / autochtones	11%	71%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

### Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	9900	520
Retournés	800	395
Communauté hôte / autochtones	1300	2226
Réfugiés	0	3
Rapatriés / expulsés	0	3

### Analyse des mouvements de population

Selon les statistiques de la zone de santé de Kibirizi, la population avant la crise dans les aires de santé de l'axe Kanyabayonga- Kyaghala à 19727 ménages.

Les récentes vagues de déplacement de population de la chefferie de Bwito en territoire de Rutshuru et celle de la Chefferie de Bashali en Territoire de Masisi qui s'est déversée dans les villages évalués et a sensiblement augmenté les effectifs de sa population. La dernière vague de déplacement a commencé au mois de novembre 2023 dont l'alerte EH5095 validée par OCHA a fait l'objet de cette ERM. Notons que pendant l'évaluation, le mouvement de population était en cours et les statistiques se présentent de la manière suivante :

- Village de Birundule : 713 ménages déplacés ;
- Village de Bitongi/CEPROMI : 2161 ménages déplacés ;
- Village de Kilambo : 533 ménages déplacés ;
- Village de Kyaghala : 1211 ménages déplacés ;
- Village de Mirangi : 513 ménages déplacés ;
- Village de Lusogha-Bubishi : 811 ménages déplacés ;
- Village de Lusogha- Bugheri : 356 ménages déplacés ;
- Village de Butalongola : 256 ménages déplacés ;
- Village de Burangiza : 253 ménages déplacés ;
- Village d'Iyobora : 213 ménages déplacés ;
- Village de Bulindi : 877 ménages déplacés.

Ces chiffres pourraient être revus à la hausse à la suite des affrontements qui ont repris dans le Bwito et dans le Groupement de Bashali Mokoto (Zone de Santé de Mweso) en Territoire de Masisi. La prise et l'avancé du M23 dans plusieurs localités créé une panique dans les villages d'accueils des personnes déplacées évalués. Actuellement, l'axe évalué compte 27243 ménages d'une taille moyenne par ménage de 6,9 personnes avec une pression démographique (ratio déplacés + retournés/ Communauté hôte de 41%

**Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée** 12200 3146

**Taille moyenne des ménages (EM)** 6,9 -

**Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)** 88% 41% #REF!

**Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil** 16% (Réponse IC majoritaire) ii, beaucoup (plus de la moitié)

**Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée** 1900 -

#REF!  
#REF!

Déplacés	7516
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	19727
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
<b>Total</b>	<b>27243</b>

## Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

### EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm		0		0	
	115-125 mm	0	0	0	0	
	>125 mm	0		0		0
	MAG	0		0		0
Filles de moins de 5 ans	<115 mm		0		0	
	115-125 mm	0		0		0
	>125 mm	0		0		0
	MAG	0		0		0
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm		0		0	
	115-125 mm	0		0		0
	>125 mm	0		0		0
	MAG	0		0		0
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm		0			
	185-230 mm	0				
	>230 mm	0				
	MAG	0				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

### IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	32	64	
	115-125 mm	31	62	
	MAG	62	64	127
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	35	69	
	115-125 mm	40	75	
	MAG	75	68	143
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	67	66	0
	115-125 mm	71	66	137
	MAG	138	132	270
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	9		
	185-230 mm	18		
	MAG	27		

## Analyse Nutrition

Le résultat montre que 0 cas des MAM dépistés pendant la période de l'évaluation à travers les enquêtes ménages. Par contre les résultats issus des informateurs clés (personnels soignant), il y a 297 cas de MAG diagnostiqués dont 270 cas des enfants de moins de 5 ans dépistés et 27 cas de MAS chez les femmes enceintes. Seulement les structures sanitaires CEPROMI de Kanyabayonga, Birundule et Bulindi évaluées organisent des services de UNTI et UNTA avec rupture des intrants nutritionnels. Les informations issues des informateurs clés personnels de santé montrent clairement que la zone connaît un problème d'insécurité alimentaire trop criant. Cette situation d'insécurité alimentaire nécessite une action d'urgence d'assistance en vivre et penser aux projets de résilience pour avoir des solutions durables. Mais aussi, le besoin de positionnement des organisations humanitaires qui interviennent dans la nutrition reste très pertinent.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		<b>52</b>	
<b>Principales activités de subsistance (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Travail journalier	74%	46	
Agriculture de subsistance	10%	41	
Agriculture de rente	1%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	1%	6	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	34	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	2%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
<b>Accès à la terre (EM)</b>			
Oui	30%	-	
Non	68%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
<b>Proportion de cultures endommagées (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
			Pas pertinent pour ce contexte
<b>Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)</b>			
<b>Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Oui	73%	-	
Non	25%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
<b>Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	10%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	3%	-	
Autre	3%	-	
<b>Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)</b>			
<b>Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)</b>			
Oui	22%	10	Oui
Non	74%	42	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	2%	0	
<b>Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)</b>			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	42	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	2	
Ne sait pas	-	0	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>			
		52	
<b>Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) <sup>2</sup></b>			
Production personnelle	15%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	14%	-	
Marché	17%	-	
Travail pour de la nourriture	71%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	26%	-	
Petit commerce	4%	-	
Vente de braises/charbon, etc	7%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	11%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	29%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	10%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	1%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)</b>			
Aucune réserves	80%	-	5
1-2 semaines	15%	-	3
3-4 semaines	3%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	
<b>Nombre moyen de repas par jour (EM)</b>			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
<b>Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) <sup>4</sup></b>			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	18%	-	3
Pauvre (≤28)	83%	-	5
<b>Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) <sup>5</sup></b>			
Durable (<4)	7%	-	1
Sous pression (<19)	20%	-	3
Crise / urgence (≥19)	74%	-	5

## Analyse Sécurité alimentaire

La population déplacée est confrontée à une insécurité alimentaire aigüe. Les ménages déplacés dépendaient principalement de l'agriculture, des petits commerces et de l'élevage. Actuellement ils sont en déplacement et la majorité dans les familles d'accueils ainsi que quelques ménages dans les centres collectifs ayant perdu leurs moyens d'existence pendant le déplacement. Dans la zone évaluée, 74% des ménages enquêtés ne vivent que de travaux journaliers et qui deviennent de plus en plus rare, car la demande est supérieure à l'offre de service et pratiquent de la mendicité, 63% n'ont pas accès à la terre dans les zones de déplacement et 71% font des travaux pour la nourriture (Food For work). L'état actuel de la route Kanyabayonga- Kyaghala impacte négativement l'approvisionnement des produits sur les marchés locaux. Cette carence des produits manufacturés et agricoles déstabilise les prix sur les marchés. Les denrées alimentaires et certains produits se font de plus en plus rares et une forte inflation s'observe dans la zone. Les déplacés sont les plus touchés par cette inflation étant donné qu'ils ont perdu leurs moyens d'existence pendant le déplacement. Dans les zones de provenance, il y a la destruction des biens productifs, des pillages des bétails, les champs sont occupés par les acteurs armés non étatiques ne permettant pas l'accès des déplacés à leurs milieux de provenance. Les données des enquêtes ménages démontrent que 83% des personnes interrogées ont un score de consommation alimentaire inférieur à 28 alors que 74% des ménages ont un indice de stratégie de survie simplifié supérieur à 19 (phase critique de sévérité). Etant confrontés au problème d'alimentation, il s'observe déjà quelques cas de malnutrition chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Avec la poursuite des affrontements dans les localités de provenance, le nombre des déplacés continue de s'accroître et augmenter la pression démographique dans la zone de placement avec comme impacte l'accentuation de vulnérabilité des déplacés sur le plan alimentaire.

## Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris</b>		<b>49</b>	
<b>Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)</b>			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%	-	
En famille d'accueil	50%	-	
Dans un site spontané	1%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	2%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	30%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	4%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)</b>		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
<b>Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM<sup>6</sup>, IC<sup>3</sup>)</b>			
Maison (construction durable)	2%	3	
Maison (construction non-durable délabrée)	86%	47	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	8%	13	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	3	
Ecole transformée en centre collectif	-	7	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	3	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
<b>Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)</b>		Aucun(e)	
<b>Promiscuité dans les abris (EM)</b>			
Oui	80%	-	<b>4</b>
Non	18%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
<b>Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) <sup>7</sup></b>			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	10%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	25%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	46%		3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	3%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	2%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



## Analyse Abris

L'accès au logement reste un défi majeur pour les personnes déplacées. La capacité d'hébergement dans les zones d'accueil est soumise à une forte pression en raison de la présence de populations déplacées. Les populations déplacées sont logées dans des abris de fortune, dans des familles d'accueil, 54 ménages dans des écoles et des maisons individuelles en location dans des conditions déplorable. Les abris sont surpeuplés, ce qui augmente les risques de promiscuité et de manque d'intimité. 50% des déplacés sont dans des familles d'accueil vivant dans une promiscuité accentuée où les parents et les enfants de plus de 12 ans dorment dans une même chambre et 86% des personnes déplacées dorment dans des maisons en construction non durables et délabrées avec le niveau de sévérité de 4. Pour alléger la souffrance des familles déplacées, une assistance en abris d'urgence serait envisageable pour désengorger les écoles et les familles d'accueil et atténuer les conflits en latences.

## Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
<b>Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)</b>			
Oui	3%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
<b>Score card AME</b>			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	3%	-	2
2 – 2.9	26%	-	3
3 – 3.9	51%	-	4
4 – 5	20%	-	5

## Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages font état de plusieurs besoins en terme d'articles ménagers essentiels. Environ 51% des ménages interrogés sont dans une phase de vulnérabilité criante en articles ménagers avec un score card qui varie entre 3 à 3,9. Les personnes les plus affectées par le manque des AME sont les femmes enceintes et les enfants. Les conditions de logement sont très critiques. La plupart des familles déplacées dorment sur la paille et d'autres par terre en se couvrant des pagnes et d'autres sans couverture. Ces conditions exposent les enfants à développer des maladies respiratoires graves. Les personnes de troisième âge ne sont pas épargnées. Signalons aussi qu'environ 96% des femmes et filles en âge de procréation interrogées ont déclaré n'avoir pas accès au kits de dignité. Cela explique clairement la vulnérabilité des femmes et filles à l'exposition aux infections urinaires. Pour préparer la nourriture, certains déplacés utilisent une même casserole pour la cuisson et la lessive des habits et d'autres utilisent les ustensiles des familles hôtes. Une assistance d'urgence en articles ménagers essentiels et en kits d'hygiène intime est très recommandée pour les déplacés dans les familles d'accueil et ceux qui abritent dans des centres collectif (écoles).

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>55</b>	
<b>Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)</b>			
Robinetts privés	-	155	
Robinetts public / bornes fontaines	-	22	
Puits à pompe / forage	-	40	
Puits creusé aménagé	-	40	
Source naturelle aménagée	-	41	
Source naturelle non-aménagée	-	233	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	137	
Camion-citerne	-	39	
Charrette avec petite citerne	-	39	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	39	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	59	
<b>Type de source d'eau (EM)<sup>8</sup></b>			
Source améliorée	61%	-	1
Source non-améliorée	37%	-	3
Eau de surface	0%	-	4
<b>Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)</b>			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	44%	-	3
<b>Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)</b>			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
<b>Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)</b>			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
<b>Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)</b>			
< 30 minutes	65%	-	
De 31 minutes à 2 heures	33%	-	
Plus de 2 heures	2%	-	
<b>Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC)<sup>2</sup></b>			
Pas de problème	10%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	29%	16	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	18%	11	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	8%	13	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	6%	8	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	32%	9	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	3%	5	
L'eau est trop chère	15%	1	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	64%	55	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	1%	1	
Autre	1%	1	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>55</b>	
<b>Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) <sup>2</sup></b>			
Tous les membres sans distinction	70%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	20%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	30%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) <sup>7</sup></b>			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	22%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	16%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	10%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	25%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	3%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	22%	-	5
<b>Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)</b>			
Oui, eau et savon	3%	-	1
Oui, eau seulement	18%	-	3
Non	79%	-	5
<b>Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)</b>		Aucun(e)	
<b>Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)</b>		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
<b>Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)</b>			
Oui	61%	-	
Non	37%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Latrines séparées par sexe (EM)</b>			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) <sup>2</sup></b>			
Présence de matières fécales	-	52	
Eau stagnante	-	3	
Déchets solides domestiques	-	22	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	5	
Rongeurs / rats	-	4	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>55</b>	
<b>Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) <sup>7,9</sup></b>			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	25%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	51%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	8%	-	5

## Analyse EHA

Les besoins en Eau Hygiène et assainissement sont très criant dans cette zone et d'une manière urgente. Des cas des diarrhées sont déjà diagnostiqués dans plusieurs structures de la place dont le centre de santé de Kyaghala, Birundule, Bulindi, Kilambo et CEPROMI. Dans l'ensemble, la Zone de Santé de Kibirizi a enregistré 2763 cas de diarrhée en novembre 2023 et les ouvrages sanitaires font défaut. 61% des installations sanitaires sont non améliorées et partagées par plus de quatre ménages. 100% des latrines ne sont pas séparées par sexe, sur 52% des latrines, il est signalé la présence des matières fécales et enfin, 64% des déplacés n'ont pas assez de réceptacles pour stocker de l'eau. Les déplacés dans les zones évaluées font face à plusieurs problèmes des infrastructures Wash (pas de latrines, les enfants défèquent à l'air libre, pas de robinets suffisant, pas de dispositifs de lavage des mains, ...). Le paquet de réponse des acteurs qui sont dans la zone ne ciblent pas les zones de nouvelles vagues de déplacés. Un positionnement des acteurs en Wash d'urgence dans cette zone pourra réduire les risques des maladies d'origine hydrique.

## Santé

			55
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>			
<b>Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		46%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		11%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		36%	-
Autre		5%	-
<b>Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		56%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		7%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		33%	-
Autre		3%	-
<b>Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)</b>			Non consensus
<b>Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure		52%	-
Entre 1 heure et 2 heures		38%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		6%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		2%	-
<b>Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)</b>			
A la maison avec famille	-	-	11
A la maison avec sage-femme	-	-	3
A la maison avec infirmier	-	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	-	37
Autre	-	-	4
Ne sait pas	-	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>		<b>55</b>	
<b>Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) <sup>2</sup></b>			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	5	
Manque de médicaments	-	34	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	52	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	15	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	4	
Ne sais pas	-	0	
<b>Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)</b>			
Diarrhée	44%	-	3
Fièvre	67%	-	
Toux	52%	-	
<i>Taux total &lt;15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; &gt; 80% = Sévérité 5</i>			
<b>Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)</b>			
Oui	52%	-	
Non	32%	-	
Ne sait pas	0%	-	
			
<b>Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :</b>			
<b>Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)</b>			
	<b>IC</b>		
	<b>Cas suspects</b>	<b>Cas confirmés</b>	
Paludisme	2876	2955	
Infection Respiratoire Aigue	1252	1312	
Diarrhées aiguës	695	733	
Typhoïde	0	582	
Malnutrition aigue globale	414	425	
Rougeole	5	6	
Choléra	5	3	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	0	
<b>Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)</b>		Non, manque modéré	
<b>Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)</b>		Non, manque grave	
<b>Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)</b>		Oui, beaucoup	

## Analyse Santé

Les besoins en soins de santé primaires curatifs ainsi que préventifs sont tellement criants dans la zone évaluée comme dans d'autres secteurs clés de base notamment dans l'EHA, AME & Abris, Sécurité alimentaire. La gratuite de soins ne pas effective dans l'ensemble des structures sanitaires évaluées et donc sur l'ensemble de 24 aires de santé de la zone de santé de Kibirizi, on note la faible présence des partenaires en santé dans la zone. Dans cette même zone, il n'y a que MEDAIR qui intervient dans l'aire de santé de Birundule dans la prise en charge globale avec souvent ruptures d'intrant suite à la forte demande des soins par les déplacées, SANTE PLUS intervient dans l'aire de santé CEPROMI en nutrition et Action Aid en prise en charge médicale des cas VBG. Cependant signalons que le manque de positionnement des acteurs de la santé dans les aires de sante de la zone évaluée va constituer un gap énorme dans le secteur de Santé d'autant plus que la zone continue d'accueillir des familles déplacées avec beaucoup d'enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes. La tendance des décès maternels et infantiles est de 3 cas par mois faute de manque des intrants médicaux et des matériels. Aussi, à par les aires de santé appuyées par MEDAIR, la santé mentale et la Santé Sexuelle et Reproductive ne sont pas prise en charge. par manque d'intrants syntromiques. Il est important que le Cluster Santé et protection suivent de près cette question afin de mobiliser des partenaires dans les zones évaluées.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>55</b>	

**Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)**

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	12%	-	<b>5</b>
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	

**Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)**

Présence de PSH	14%	-	<b>5</b>
Nombre total d'enfants en situation de handicap	8	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	7	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	

**Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)<sup>2</sup>**

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	2	1	1
Meurtre	0	5	3	1
Mutilations / coups et blessures	8	8	1	1
Violences intercommunautaires	2	0	0	4
Violences sexuelles	16	45	0	40
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	18	14	14	14
Blessés / morts dus aux mines	1	0	0	0
Mariage forcé / précoce	9	16	14	27
Violences conjugales	0	4	0	0
Séparation des familles	1	1	1	1
Pillage / vol / cambriolage	0	0	1	0
Pillage du bétail	1	0	3	2
Arrestations arbitraires	19	4	13	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	2	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	29	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	39	17	42	14
Autre	9	4	2	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

**Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)<sup>2</sup>**

Violence physique ou harcèlement	23%	-
Déni d'accès à des services	3%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	2%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	46%	-
Pas de cas dans le ménage	35%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

**Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)<sup>2</sup>**

Violence physique ou harcèlement	17%	-
Déni d'accès à des services	10%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	10%	-
Travail forcé	15%	-
Pas de cas dans le ménage	56%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

**Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)**

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>55</b>	
<b>Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) <sup>2</sup></b>			
Pas de cas dans la communauté		32%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		18%	-
Viol		27%	-
Agression sexuelle		9%	-
Violence physique ou harcèlement		18%	-
Mariage forcé		7%	-
Déni d'accès à des services		7%	-
Abus psychologique / émotionnel		16%	-
<b>Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)</b>		Non	
<b>Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)</b>			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	2	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	28	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	15	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	8	
Ne sait pas	-	2	
Ne se prononce pas	-	2	
<b>Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)</b>		Oui	
<b>Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) <sup>2</sup></b>			
Aucun problème	-	13	
Accaparement des terres	-	2	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	5	
Accès à la terre pour les PDIs	-	27	
Augmentation du coût du loyer	-	7	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	30	
Destruction des cultures ou des animaux	-	18	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	3	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	5	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	3	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	1	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	3	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	38	
Rareté des terres	-	12	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	5	
Restitution des biens	-	3	
Successions	-	4	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

### Analyse Protection

Sur un échantillon de 122 enquêtes (100%), il ressort plusieurs cas d'incidents de protection dont les plus frappants sont les suivants : **23% des cas de violences physiques ou harcèlement chez les hommes et 25 % chez les femmes ; 46 % des cas des travaux forcés ; 9% des cas d'agression sexuelle chez les femmes ; 2 % des cas de recrutement forcés des jeunes filles et garçons dans les groupes armés et forces armées ; 27 % des cas de viol et violence basée sur le genre, 30% des conflits entre agriculteurs et éleveurs et 38% des conflits des limites.** Ces informations issues des enquêtes ménages ont été corroborées par les données des informateurs clés et autres acteurs qui travaillent dans le secteur de protection dans la zone. Aussi, il faut signaler qu'au-delà de ce qui est souligné dans les enquêtes ménages, plusieurs cas de violations de droits humains ont été mentionnés. Les plus soulevés sont les suivants : **Coups et blessures, travaux forcés, enlèvement et arrestation arbitraires** par les acteurs armés qui contrôlent les aires de santé de Kyaghala, Bulindi et Birundule. En plus, dans la zone évaluée, il y a erection de plusieurs barrières payantes où chaque passant doit payer 500 FC à 1000 FC, toute personne confondue (déplacé et résident). On signale également 9 barrières payantes de Kanyabayonga/Bitongi à Kyaghala/Katwe dans le Groupement de Mutanda. Il a été aussi rapporté le paiement des taxes illégales pour la contribution à la ration alimentaire des acteurs armés qui contrôlent la zone en terme d'appui à la sécurité. Le montant est de 1000 FC et 1500FC pour chaque personne de 18 ans révolu par mois. Le non-paiement de cette taxe à l'échéance fixée est soumis au paiement d'une amende dont le montant varie entre 50.000 FC à 200.000 FC selon la qualité de la personne. On a signalé aussi une moyenne de 3 cas de violence sexuelle par semaine. La prise en charge holistique des cas VBG ne pas assurée dans la zone évaluée, pas des Kits hygiéniques partout dans les aires de santé évaluées et on a aussi signalé la rupture en répétition des Kits PEP. Besoin de positionnement des acteurs VBG pour apporter le sourire aux victimes VBG. Les connaissances sur la promotion de la masculinité positive reste très faible dans la zone suite à la pesanteur culturelle et une nécessité des interventions sur l'engagement des hommes contre les violations sexuelles et sexistes sont prioritaires.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education</b>			
		55	
<b>Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)</b>			
<b>Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure	62%	-	1
Plus de 1 heure	38%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
<b>Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)</b>			
Oui	5%	-	
Non	88%	-	
Ne sait pas	7%	-	
<b>Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)</b>			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
<b>Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)</b>			
Ecoles existantes	-	38	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	1	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	5	
<b>Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)</b>			
Garçons (Primaire)	36%	-	
Filles (Primaire)	42%	-	
Garçons (Secondaire)	49%	-	
Filles (Secondaire)	57%	-	
Total	46%	-	3
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
<b>Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)</b>			
Manque de moyens pour payer l'école	49%	-	
Ecole trop éloignée	2%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	25%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	4%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	10%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	5%	-	
Ne se prononce pas	5%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	
Elles / Ils doivent travailler à la maison	
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	
Mariage précoce / mariage forcé	
Grossesse précoce	
Faim	
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	
L'école est trop loin	
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	
Autre	
Ne sait pas	
Ne se prononce pas	

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
5	3
15	12
0	0
0	0
11	15
0	2
0	-
1	-
0	0
3	3
3	4
0	0
0	0
0	0
13	10
3	5
0	0

**Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:****Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	68%
Avant la crise	-	73%

**Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	72%
Avant la crise	-	71%

**Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)**

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	64,2
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	56

**Analyse Éducation**

Suites aux attaques multiples du M23 dans la chefferie de Bwito, le secteur de l'éducation a connu plusieurs perturbations de fonctionnement scolaires dans les zones de combat et d'accueil et plus vulnérables touchés sont les enfants en âge scolaire qui sont actuellement en déplacement. Les éléments suivants illustrent clairement comment la situation des enfants déplacés est précaire :

- Le pourcentage moyen des enfants (filles et garçons) qui ne sont pas allés à l'école au cours de 14 derniers jours de l'enquête de 45%. Ces enfants qui étaient avant la crise dans le système scolaire normal, sont actuellement hors système scolaire. Ils sont très exposés et en risque d' enrôlement dans les groupes armés, les filles sont aussi exposées à des mariages précoces,
- Les raisons de ce taux élevé des enfants non scolarisés sont pour la plupart l'Interruption à la suite d'un déplacement (25%), manque de moyens pour payer l'école (49%), les écoles de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés (4%) suite au plétore des salles de classe. la ratio moyenne actuel pour 1 enseignant est de 64,2 alors qu'avant la crise été de 56 enfants par enseignant. La crise M23 ayant une tendance de perdurer, il recommandé au Cluster Education de mobiliser les partenaires en éducation pour se positionner dans les aires de santé concernées par cette ERM afin d'apporter une assistance en éducation d'urgence, en Kit scolaire etc.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP</b>		<b>67</b>	
<b>Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)</b>		Oui	
<b>Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)<sup>2</sup></b>			
Pas d'aide reçue	84%	-	
Nutrition	1%	0	
Abris	1%	13	
AME	5%	7	
EHA	1%	23	
Santé	5%	5	
Education	1%	2	
Nourriture	6%	13	
Moyens de subsistance	1%	7	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	7%	8	
Autre	0%	4	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Types de besoins prioritaires de la population (IC)<sup>2</sup></b>			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	59	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	10	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	3	
Abris	-	2	
AME	-	34	
EHA	-	6	
Santé	-	47	
Education	-	15	
Protection (y compris la sécurité)	-	8	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	17	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)<sup>2</sup></b>			
Cash physique (en espèces)	88%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	11%	-	
Vouchers / foires	44%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	69%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	11%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
<b>Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>		
Pas de besoin d'information	13%	-
Où recevoir l'assistance	39%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	39%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	7%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	41%	-
Comment donner son feedback	21%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	17%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	20%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	2%	-
<b>Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	27%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	50%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	15%	-
SMS	6%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evénements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	37%	-
Au travers des leaders communautaires	52%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	7%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
<b>Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	37%	-
Boîte à plaintes	70%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	36%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	2%	-
SMS	2%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	6%	-
Au travers des leaders communautaires	34%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	6%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-

## Analyse AAP

Il ressort des enquêtes que 84 % des ménages interrogés montrent qu'ils n'ont jamais bénéficiés de l'aide humanitaire depuis le début de la crise, 88% souhaitent recevoir leur assistance à travers la modalité Cash. Ce choix de modalité par les ménages enquêtés s'explique par le fait que, selon certains leaders communautaires et Informateurs clés, le cash est facile à transporter à cas d'attaque et permet également aux ménages de répondre à une série des besoins qui ne sont pas souvent pris en charge par les interventions humanitaires. Il est également difficile pour les camions de circuler dans les routes des axes évaluées pendant les périodes pluvieuses. Dans le contexte où le cash poserait de souci, la distribution de l'aide en nature est en deuxième position avec 69% , la foire est en dernière position avec 44%. Actuellement, l'accès physique ne pose pas problème dans la zone. Concernant la modalité foire, les opérateurs économiques des Groupements de Kanyabayonga et de Mutanda ont manifesté beaucoup d'inquiétudes en termes d'approvisionnement et paiement des taxes exorbitantes dans la zone de M23. Concernant les besoins prioritaires exprimés par les ménages enquêtés, la nourriture, la santé, les articles ménagers essentiels, l'Eau Hygiène et Assainissement ont été ressortis étant prioritaires. Quant à l'assistance déjà reçue, 84% des nouveaux déplacés n'ont jamais bénéficié de l'assistance humanitaire. Pour le mécanisme de gestion des plaintes et de feedback, 70% préfèrent utiliser la boîte à plaintes, 36% Face-à-face avec un travailleur humanitaire et 34% au travers des leaders communautaires. Le mécanisme de signalement des plaintes EAS et des autres voies de redévabilité sont moins connus et une nécessité d'engagement communautaire reste un besoin impérieux.

## Conclusions générales et commentaires

Cette évaluation multisectorielle des besoins a été faite dans le contexte sécuritaire calme, car les zones évaluées sont toujours contrôlées par les FARDC et alliés et l'accès physique est toujours accessible comme la saison est sèche. L'ERM a été réalisée par 4 organisations nationales dont FEMISA, GHOVODI, CPRJ et CEDERU dans les groupements de Mutanda (Kyaghala et Mirangi) et dans le Groupement de Kanyabayonga (Iyobora, Birundule, Lusogha -Bubishi, Lusogha- Bugheri, Bulindi, Butalonga, Kilambo, Burangiza et Bitongi centre) en réponse à l'alerte EH5095 qui a couvert 5 aires de santé dont (l'aire de santé de Kyaghala, Birundule, Bulindi, Kilambo et CEPROMI). Signalons que ces déplacements découlent des affrontements entre les groupes d'autodéfenses communément appelé Wazalendo en coalition avec les FARDC contre les éléments du M23 dans les groupements de Tongo, Bambu, Bishusha, Bukombo, Kihondo en Territoire de Rutshuru et de Bashali Mokoto en Territoire de Masisi où plusieurs cas de violation des droits humains ont été signalés. Les déplacés ciblés par cette ERM vivent dans les familles d'accueil. Ils sont dans les conditions difficiles avec les enfants et les personnes de troisième âge. Vue les conditions hygiéniques déplorables dans lesquelles vivent les déplacés, quelques cas de diarrhées, infections urinaires sont déjà confirmés par le BCZ de Kibirizi et 3 cas de décès maternels et infantiles par mois sont déjà enregistrés. Les résultats de cette évaluation font état de **besoins humanitaires préoccupants notamment en Nourriture, Articles Ménagers Essentiels, la santé et Eau Hygiène et Assainissement pour les ménages déplacés en provenance des zones en conflits. Un besoin spécifique en EHA d'urgence se fait sentir dans la localité de Bulindi**, aussi bien dans d'autres localités pour éviter la propagation des maladies d'origine hydriques. Signalons également que les femmes et filles en âge de procréation ont exprimé à 100% le besoin en Kits de dignité. Une réponse multisectorielle est recommandée pour répondre urgemment à l'ensemble des besoins identifiés et exprimés par les déplacés et les communautés hôtes. Plus 88% des ménages interrogés préfèrent la modalité Cash direct, 69% la modalité distribution directe de l'assistance et 44% la modalité foire. Pour ne pas nuire, il est recommandé d'approfondir l'analyse de faisabilité d'une telle ou telle autre modalité d'intervention étant donné que le contexte sécuritaire est très volatile et l'accès physique pourrait poser beaucoup de souci en période pluvieuse. Il est recommandé à OCHA et au Cluster Protection de faire un plaidoyer auprès de différents acteurs armés pour le respect des principes humanitaires et la protection des civils.

## Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)